

MOTION D'ORIENTATION du MRC
POUR LE CONGRES DES 21 ET 22 JUIN 2008

Motion d'orientation adoptée par la Commission des résolutions

réunie le 21 juin 2008

Un contenu et un chemin pour la création

d'un grand parti de toute la gauche

La France a cru trouver en M. Sarkozy sinon un sauveur du moins un Président réformateur capable de limiter la casse face aux dégâts de la mondialisation. Elle découvre aujourd'hui non sans effroi l'impasse dans laquelle l'a entraînée son élection.

I - Un tsunami barre l'horizon

1) *De sombres craquements se font entendre de toutes parts* : entrée en récession de l'économie américaine, euro à plus de 1,55 dollar, pétrole dépassant les cent trente dollars le baril, faillite et renflouement par des fonds souverains étrangers ou directement par la puissance publique, d'institutions financières prestigieuses : le fond Carlyle et les banques Citigroup, Merrill Lynch, Salomon Brothers et Bear Stearns aux Etats-Unis, Northern Rock en Grande-Bretagne. C'est tout le système financier mondial miné par un endettement aussi gigantesque qu'inconsidéré qui découvre sa fragilité.

2) Les prévisions de croissance en Europe et en France doivent être précipitamment revues à la baisse. Le candidat Sarkozy se flattait de ramener « avec les dents » un point de croissance supplémentaire. *C'est avec un point de croissance en moins que le nouveau Président de la République va devoir compter.* Loin de remettre en cause les contraintes européennes, M.Sarkozy a négocié sans aucune contrepartie et fait adopter, en catimini, un traité de Lisbonne qui reprend la substance de la Constitution européenne. Ce traité entérine *l'impuissance d'institutions européennes déconnectées du suffrage universel* face à la globalisation financière ainsi que *la perte d'influence de la France* par rapport à l'Allemagne dans les votes au Conseil des ministres européen. En acceptant que notre pays ne pèse plus que les trois quarts de son partenaire principal en Europe, le Président de la République a mis fin à la parité fondatrice qui, pendant un demi-siècle, avait assuré un développement relativement équilibré de la construction européenne, déjà entamée, en ce qui concerne la représentation parlementaire, par le traité de Nice. Presque simultanément, Madame Merkel a mis son *veto au projet d'Union pour la Méditerranée* ou plus précisément l'a vidé de sa substance en l'inscrivant dans le cadre communautaire et en le privant de tout financement supplémentaire.

Le rejet de cette construction européenne technocratique et antisociale confirme, comme le non français du 29 mai 2005, le bien fondé de notre position depuis plus de quinze ans. Le « non » irlandais rend le traité de Lisbonne juridiquement caduc car un traité n'a de valeur que s'il est

ratifié par tous les pays qui l'ont signé. L'Establishment européen, au lieu de s'interroger sur les raisons du fossé qui s'est créé entre l'Europe et les peuples et sur les moyens d'y remédier, persistent dans leur détermination de poursuivre le processus de ratification mais ils ne sont pas sûrs d'avoir gain de cause.

Le gouvernement prépare un programme drastique d'économies budgétaires et de réformes dites « structurelles », en fait libérales. *C'est une cure de rigueur sans précédent* qui s'annonce. L'ensemble des services publics est dans la mire. Pendant ce temps, l'euro cher précipite les délocalisations. L'érosion de notre tissu industriel et le creusement du déficit commercial vont de pair. Ainsi notre pays est-il confronté, non pas à un vide de projet, mais à un projet bien précis d'abaissement du coût du travail et de retrait généralisé de la puissance publique au bénéfice du marché. *Ce projet est condamné d'avance* parce que dans l'Europe de Maastricht et de Lisbonne, il ne touche pas aux paramètres essentiels et notamment monétaires qui gouvernent l'activité économique. Aussi bien le modèle de compétitivité chinois ne peut s'appliquer à l'Europe. Cette politique gouvernementale prend appui sur une idéologie dominante qui, aujourd'hui, a organisé un système médiatique d'une puissance inégalée, dépendant des oligarchies financières et qui contribue par les voies les plus diverses, souvent parées de l'attrait de la nouveauté, à élever le libéralisme au rang de quasi religion.

3) *Après le référendum du 29 mai 2005, l'espoir s'était levé* d'un redressement à la fois de l'orientation de la construction européenne et des politiques mises en œuvre en France même. Ségolène Royal avait souhaité une réforme des statuts de la BCE devant le Congrès du PSE réuni en décembre 2006 à Porto. L'accord MRC-PS du 9 décembre 2006, avait formalisé un bon accord stratégique entre nos deux formations sur des points essentiels : réorientation de la construction européenne, prise en compte de normes sociales et environnementales dans les règles de l'OMC, clause antidumping social, préservation de l'atout nucléaire de la France, réaffirmation des repères républicains, sauvegarde des services publics, exigence de la laïcité, politique étrangère et de défense indépendante.

4) Il apparaît malheureusement que les lignes directrices de cet accord ont été au moins provisoirement frappées de caducité par la défaite de la gauche. *La régression qui emporte notre pays depuis près d'un an n'épargne pas non plus le principal parti de l'opposition.* L'ouverture de Nicolas Sarkozy vers certains responsables du PS a montré l'identité de postulats libéraux et européistes que nous avons justement diagnostiquée pendant la campagne présidentielle de 2001-2002, en dessinant un projet alternatif à la politique « du pareil au même ».

Le PS a certes bénéficié, lors des municipales et des cantonales de mars 2008, du rejet de la politique gouvernementale, mais il semble plus que jamais *en panne de projet et de repères solides*, malgré l'effort récent, réalisé à l'initiative de son Premier Secrétaire, pour se réappropriier des concepts comme la nation et la République. Le vote du traité de Lisbonne par une majorité de parlementaires socialistes et, plus encore, le refus de faire obstacle à la révision constitutionnelle préalable, pour exiger un référendum sur cette Constitution européenne bis, conformément aux engagements pris, témoignent pour le moins de la *fragilité des analyses* et du *manque de continuité politique* de beaucoup de dirigeants socialistes. La plupart demeurent prisonniers de leur « oui » au référendum de mai 2005 et d'une conception de l'Europe aujourd'hui obsolète, comme vient de le démontrer encore le « non » irlandais. Le débat interne paraît vidé de toute substance. Seule la désignation du prochain candidat à l'élection présidentielle et du premier secrétaire qui succédera à François Hollande semblent intéresser.

L'analyse de la crise et des moyens d'y faire face est remarquablement absente des débats du PS aussi bien que de sa dernière déclaration de principes qui fait l'impasse sur la nature du capitalisme financier de notre temps, alors même que c'est *l'absence d'un projet à la hauteur des défis actuels et l'éloignement des couches populaires* qui expliquent déjà l'échec aux trois présidentielles successives de 1995, 2002 et 2007.

Nous voici donc revenus, en apparence, à la situation de fin 2004, quand le PS s'était prononcé à la majorité de 58 % de ses membres en faveur d'une Constitution européenne dont le principe avait été posé, en 2000, en pleine période de cohabitation.

5) Ce serait se tromper beaucoup cependant que de penser que la volonté populaire telle qu'exprimée par le référendum du 29 mai 2005 puisse être ainsi foulée aux pieds. La réalité est plus forte que toutes les constructions politiques et diplomatiques. La France, l'Europe, le monde sont devant *une crise systémique sans précédent*. Cette crise prend racine dans la dictature des marchés financiers que nous dénonçons depuis longtemps et notamment à l'occasion des élections présidentielles de 2002 : « Les marchés financiers ne sont pas l'horizon de l'Humanité. D'autres valeurs que l'Argent mènent le monde. Ce sont les nations et les peuples qui sont la vraie permanence de l'Histoire » (discours de Vincennes, page 6) Notre projet adopté à notre Congrès de 2006 a analysé précisément les deux composantes essentielles de la « globalisation » qui sont à la racine de la crise actuelle du système :

a) *Domination du capital financier* sur le capitalisme industriel du fait de l'ouverture à l'échelle mondiale dès les années quatre-vingt-dix, des marchés et des mouvements de capitaux, dictature de l'actionnariat, exigences de rentabilité insoutenables pour les industries de l'Europe, délocalisations et migration, sous l'égide des multinationales et des fonds spéculatifs, du capital productif vers les pays à coût salariaux très bas.

b) *Rôle central des Etats-Unis dans la globalisation*. Ceux-ci ont fait du dollar la monnaie mondiale mais l'utilisent comme si elle était seulement la leur, au mépris des intérêts de l'Europe et particulièrement de la zone euro. La valeur de la monnaie européenne a ainsi augmenté de 80% depuis 2002, pénalisant les exportations et favorisant les délocalisations. Confrontés depuis 1997 aux crises financières successives (Asie du Sud-Est, Russie, Amérique Latine, éclatement de la « bulle technologique », crise des « subprimes, qui remettent en cause les bases mêmes de leur hégémonie et donc de la globalisation, les Etats-Unis pratiquent une dangereuse fuite en avant dans l'endettement intérieur et extérieur aussi bien que dans la politique étrangère et militaire, notamment pour le contrôle des ressources énergétiques au Moyen-Orient et en Asie Centrale.

Un budget militaire colossal (plus de 600 milliards de dollars) ne leur permet pas d'éviter l'enlisement, notamment en Irak. Un déficit extérieur abyssal nourrit la méfiance à l'égard du dollar. *Les Etats-Unis se trouvent confrontés à ce que l'historien Paul Kennedy appelait la « surextension impériale »*. Ils n'ont plus les moyens de dominer seuls le monde. Là est la cause de la crise actuelle de la globalisation. Ils se tournent vers leurs alliés européens pour les transformer en supplétifs.

6) Mais cette politique suscite des réactions dans le monde, notamment en Amérique latine où les peuples ont élu démocratiquement des gouvernements qui, à des degrés divers, tentent de

desserrer l'étai de la mondialisation (Brésil, Argentine, Vénézuéla, Bolivie, Equateur). Elle se heurte aussi à la réticence de l'opinion publique européenne. Celle-ci souhaite dans sa majorité que les Etats-Unis redeviennent la grande nation qu'ils sont, *en acceptant la réalité d'un monde multipolaire* se nourrissant du dialogue des cultures et régi par le droit. Nous souhaitons que la victoire de Barak Obama puisse contribuer au rééquilibrage nécessaire. Ce monde multipolaire s'impose d'ailleurs dans la réalité avec la montée de la Chine, de l'Inde, du Brésil et le retour de la Russie. Il n'est pas jusqu'à l'Irak dont la destruction de l'Irak a conforté la position dominante au Moyen-Orient, dont les Etats-Unis vont devoir tenir compte pour passer un compromis leur permettant de retirer leurs troupes d'Irak tout en maintenant un équilibre de sécurité dans la région. *D'immenses moyens de conditionnement médiatique sont déployés au nom d'un nouvel « occidentalisme »* pour décrier et fragiliser cette perspective. Il en résulte des tensions grandissantes avec le monde musulman, la Chine et la Russie notamment. La réintégration dans l'organisation militaire de l'OTAN annoncée par Nicolas Sarkozy nous engage toujours plus à l'Est, à la remorque de la stratégie américaine, dans *des conflits et des guerres* qui ne sont pas les nôtres. La transformation de l'armée française en petit corps expéditionnaire à des fins de seule projection lointaine méconnaît les exigences à long terme d'une défense véritablement nationale. Ainsi la crise de la globalisation et celle de l'hégémonie américaine se recourent-elles étroitement.

Dans ce monde dangereux, il est important que la gauche française fasse entendre *une voix distincte*. La grande crise américaine qui pointe à l'horizon amènera *un réexamen critique des postulats libéraux* (apologie du libre-échange, effacement de l'Etat, **privatisation** démantèlement des politiques structurelles au nom du principe de la concurrence) ; à la faveur de ces remises en cause, la gauche française peut faire entendre son message et ses valeurs. La gauche a besoin pour cela d'un projet à la hauteur des défis de notre temps.

II – Face au tsunami, un projet républicain à la hauteur des défis de notre temps.

1. *L'urgence c'est de faire face à la récession et à l'approfondissement de la crise* qui, après avoir touché les Etats-Unis, va se communiquer à l'Europe. Nous n'y ferons face que sur la base d'une réaffirmation claire de la souveraineté populaire et du rôle de l'Etat.

2. *L'Europe à vingt-sept ne peut être qu'une confédération de nations*. Les institutions européennes, si elle se montrent défailtantes, ne peuvent pas arguer de compétences exorbitantes pour faire obstacle à des mesures urgentes et exceptionnelles comme si l'Europe était une Fédération, perspective clairement rejetée par les peuples français, néerlandais et irlandais.

3. Les institutions européennes ont *l'impérieux devoir de se réformer au feu de la crise, d'instaurer dans l'action un véritable gouvernement économique de la zone euro* : baisse des taux d'intérêt, tolérance accrue pour les déficits budgétaires en période de crise, mise en œuvre de politiques contrariant la logique des cycles économiques pour faire de la zone euro un espace keynésien de relance. Ce serait d'ailleurs le meilleur moyen d'aider les Etats-Unis à surmonter leurs propres difficultés. En théorie du moins, l'Europe peut beaucoup aussi en matière de politique industrielle et énergétique, de programmes de recherche et de protection contre les concurrences déloyales, afin de maintenir un tissu industriel aujourd'hui en voie de délitement. Pour obtenir ces réorientations, le gouvernement ne doit pas hésiter à s'appuyer sur la volonté populaire lui permettant d'engager le rapport de forces.

L'Europe doit également veiller à la préservation de ses services publics, de son agriculture et de sa pêche. Il faut réinventer la PAC et la préférence communautaire. Cette exigence ne vaut d'ailleurs pas que pour l'agriculture. L'Europe doit se battre non pas pour libéraliser davantage encore le commerce international mais pour imposer à l'OMC la prise en compte de normes sociales et environnementales. L'autosuffisance alimentaire ne peut se satisfaire d'une concurrence débridée et d'une spéculation internationale entraînant la faim dans de vastes zones du monde. La liberté des échanges n'a de sens qu'entre pays de niveau de développement économique comparable.

4. *La responsabilité de l'Allemagne* dans la réorientation de la construction européenne est déterminante, car ce pays, en comprimant excessivement ses coûts depuis 2000, a pu dégager d'énormes excédents commerciaux (plus de 200 milliards d'euros en 2007) pour l'essentiel au détriment de ses partenaires de la zone euro (100 milliards) et de l'Europe en général (150 milliards), tout en freinant sa croissance intérieure. Il y a une solidarité objective entre l'action des syndicats et celle de la gauche allemande en vue d'une revalorisation des salaires et l'intérêt bien compris de l'Europe dans son ensemble. L'Allemagne doit mettre en œuvre une stratégie coopérative de relance à l'échelle européenne. Il appartient à la France de l'y aider en formulant des propositions adaptées. Cette perspective de réorientation de la construction européenne eût paru, il y a peu, hérétique, tant elle est contradictoire avec les dogmes de la globalisation, imposée au fil des décennies, par les Etats-Unis et relayée par l'Europe libérale. Mais aujourd'hui le système craque de toutes parts. Ce sont les Etats les plus libéraux (Grande-Bretagne – Etats-Unis –) qui utilisent les moyens de l'intervention publique. C'est paradoxalement d'Amérique que va souffler le vent de la rupture avec le modèle de la globalisation libérale.

5. *Il est temps qu'en France aussi on change son fusil d'épaule. La souveraineté populaire*, dans les temps qui viennent, aura matière à s'exercer. Nous avons toujours défendu le cadre et les pères de la République. Ceux-ci nous seront bien utiles dans la période qui s'annonce.

6. *Pour maintenir notre tissu industriel*, priorité des priorités, nous ne devons pas hésiter à *utiliser tous les moyens* : réglementation stricte des OPA, constitution de pactes d'actionnaires stables, promotion de l'épargne salariale et de la participation des travailleurs au capital des entreprises, lorsque c'est un moyen de protéger la stabilité de l'outil de travail, renforcement du rôle des grands intermédiaires publics et notamment de la Caisse des dépôts, instauration de « golden share » (action publique impliquant un pouvoir de veto), *nationalisations partielles ou totales le cas échéant, de certaines entreprises stratégiques* (notons au passage la responsabilité des gouvernements libéraux qui ont laissé partir à l'étranger Usinor et Pechiney, avec les conséquences que l'on voit sur la délocalisations de nos sites de production et de nos laboratoires de recherche). Il est temps de passer un pacte nouveau entre les entreprises, les acteurs concernés (détenteurs du capital mais aussi travailleurs), la Puissance publique et les sous-traitants. Il faut remettre en cause l'actuelle dictature de l'actionnariat. Celle-ci est récente. Elle n'a pas de légitimité profonde. Nous trouverons beaucoup d'alliés, et d'abord dans le secteur productif, pour remettre en cause les règles du jeu immorales du capitalisme financier et pour définir les bases d'une *nouvelle Charte de l'Entreprise*.

Cette politique de redynamisation du tissu industriel s'appuiera sur la relance d'un vigoureux effort de recherche orienté vers les technologies nouvelles (énergies renouvelables, réacteur

nucléaire de quatrième génération, biotechnologies, NTIC, productique, nouveaux matériaux, nanotechnologies, promotion de normes et de standards ouverts), sur les économies d'énergie et la promotion de nouvelles formes d'habitat et de transport *ainsi que sur un important programme de grands travaux d'infrastructures*

7. Le renouveau de l'Etat ira de pair avec *la reconquête du territoire et une décentralisation républicanisée refusant la mise en place par l'Etat de la compétition entre les territoires et dans laquelle l'Outre-Mer mobilisera tous ses atouts pour s'inscrire dans la dynamique du codéveloppement. La revalorisation du travail sera le socle d'une nouvelle croissance. Celle-ci permettra de garantir justement les protections sociales en tenant compte de priorités démocratiques (prise en compte de la pénibilité du travail) et en mettant fin à certains privilèges et abus (tarifs déconventionnés – concurrences privées déloyales au service public). Cet immense effort de redressement collectif prendra appui sur une citoyenneté raffermie. Ce n'est pas le modèle républicain qui est en cause : ce sont les attaques qu'il subit. Egalité hommes-femmes, accès égal à la citoyenneté, défense de la laïcité, refondation républicaine de l'Ecole, rien de tout cela qui ne soit éminemment moderne.*

Il faudra *revoir notre politique d'immigration sans préjudice de la nécessaire maîtrise des flux migratoires* dans le cadre d'accords de codéveloppement fondés sur l'intérêt mutuel avec les pays d'origine. La science et la culture seront au cœur de notre démarche. Pour faire face au réchauffement climatique, *une véritable écologie de l'Humanité* éloignant toute tentation d'un obscurantisme paré aux couleurs de la modernité, est nécessaire. La *culture* doit s'ouvrir au plus grand nombre et la culture française sur le monde. La *francophonie* sera un des moyens de cette ouverture.

8. En même temps que la France aura repris confiance en elle-même et en ses capacités, elle aura le devoir de parler aux autres pour dessiner les contours *d'un monde multipolaire et pacifique, fondé sur le respect du droit international.*

La fin de l'unilatéralisme américain n'est pas la fin de l'Histoire. Nous souhaitons maintenir une belle et bonne alliance avec les Etats-Unis. Mais celle-ci ne saurait se confondre avec l'acceptation résignée d'une vassalité, maquillée aux couleurs d'un « Occident » improbable. Refusant l'occidentocentrisme de la politique de Nicolas Sarkozy, nous devons nouer ou développer des partenariats stratégiques avec la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, le Venezuela, l'Iran, l'Indonésie, sans oublier de restaurer nos liens avec l'Afrique, dont le destin nous concerne et nous concernera toujours. Partout, nous devons promouvoir le dialogue des cultures et favoriser l'émergence et la construction d'Etats fondés sur le droit et notamment celui, intangible, de chaque peuple à se déterminer par lui-même.

Pour que l'Europe existe dans ce monde multipolaire et notamment par rapport aux Etats-Unis et à la Chine, elle doit développer des relations de coopération privilégiées avec ses grands voisins qui constituent *l'Europe élargie. Au premier chef la Russie*, qui est nécessaire à l'équilibre et à la paix du continent, et que nous ne devons pas repousser vers l'Asie. Il y a beaucoup à faire avec la Russie sur le plan économique et énergétique mais aussi sur le plan diplomatique.

De même nous devons chercher à *donner un contenu à « l'Union pour la Méditerranée »*. Le développement du Maghreb et de l'Egypte, la stabilisation des Balkans sur la base du respect égal de l'identité de chaque peuple, la paix au Proche et au Moyen-Orient, l'arrimage enfin de la

Turquie à l'Europe, répondent ainsi à notre intérêt bien compris du point de vue de la croissance aussi bien que de la sécurité.

La France enfin doit rester une grande puissance politique. Le respect du droit international, le dialogue des cultures, le codéveloppement avec le Sud et enfin le maintien d'une défense indépendante seront les axes de notre politique extérieure. *L'indépendance n'est pas moins nécessaire dans un monde multipolaire qu'elle ne l'était dans l'ancien monde bipolaire.* Il nous appartient donc de combattre les dérives dangereuses auxquelles nous conduit déjà la perspective annoncée d'une réintégration de l'organisation militaire de l'OTAN en rupture avec la politique inaugurée par le général de Gaulle. Ainsi notre opposition à la politique de M. Sarkozy n'est-elle pas une opposition systématique et aveugle. C'est une *opposition républicaine et argumentée*, fondée sur la perspective d'un avenir différent et meilleur.

III – Vers la refondation républicaine de la gauche

1. Plus de trente ans après le Congrès d'Epinais et la signature du programme commun, la gauche française doit prendre un *nouveau départ* comme elle a su le faire à différentes étapes de son histoire : 1905 -1920 - 1946 - 1971. Le cycle d'Epinais est désormais révolu. Ce qui ne signifie pas que les objectifs originels - rassembler la gauche, reconquérir les couches populaires - aient perdu de leur pertinence. Mais le monde a changé. Avec l'effondrement de l'URSS, le communisme a perdu son étoile polaire. Confronté au néo-conservatisme libéral, le Parti socialiste peine à trouver ses marques. Ce n'est pas en s'affirmant libéral au moment où le libéralisme fait eau de toutes parts que le PS rejoindra la vraie modernité : celle qui consiste à anticiper et à vouloir. C'est une refondation de toute la gauche qu'il faut préparer, avec toutes ses sensibilités et toutes ses cultures : social démocrate, républicaine, communiste, radicale, écologiste, etc.

2. *L'objectif d'un grand parti de toute la gauche doit être clairement affirmé.* Seule une nouvelle structure pourra accueillir la masse des sympathisants aujourd'hui sans repères et l'élan des nouvelles générations. Une Fédération ou une confédération pourrait sans doute constituer une étape intermédiaire mais en réalité le temps presse : *seule la création d'un grand parti de toute la gauche sur une base de principes*, déjà relayée par certains responsables socialistes et faisant écho à nos propres propositions, peut créer *l'électrochoc nécessaire*. Ce nouveau parti devra rassembler largement et sans sectarisme toutes les sensibilités. Du dialogue en son sein d'une sensibilité critique voire utopique, et d'une sensibilité plus gestionnaire doit naître une dynamique féconde. Rien ne serait plus contreproductif que de vouloir construire un parti révolutionnaire, à plus forte raison de voir émerger un rôle purement contestataire à côté d'un parti social-libéral. Ce serait donner un boulevard à la droite conservatrice.

3. Au départ il faudra cependant *ouvrir le débat sur la nature de la globalisation et du capitalisme financier aujourd'hui dominant*, car dès les premiers temps du mouvement ouvrier, au XIXe siècle, aucune vision socialiste n'a jamais pu se développer que sur la base d'une critique préalable du capitalisme de l'époque. Il en va de même aujourd'hui. A partir d'une telle analyse du capitalisme financier d'aujourd'hui et de ce qu'on appelle la « globalisation », un débat fructueux pourra naître et se développer.

4. Chaque parti actuel de la gauche apportera son meilleur au parti futur. Les communistes, dont l'histoire tourmentée a eu sa grandeur, doivent savoir tourner la page, ouverte au début du dernier siècle, par le Congrès de Tours. Ils trouveront dans un parti de toute la gauche un cadre plus efficace pour faire mûrir les espérances révolutionnaires. Il en va de même pour les écologistes qui n'ont pas rompu avec la tradition des Lumières, pour les radicaux sincères et pour les hommes et femmes de progrès qui n'entendent pas tourner le dos au message qui fut jadis celui du général de Gaulle.

S'agissant du MRC, héritier du MDC mais aussi, avant 1993, du CERES et de « Socialisme et République », les raisons qui avaient motivé sa création : refus de l'alignement sur l'hyperpuissance américaine dans la première guerre du Golfe et rejet de l'Europe libérale de Maastricht, n'ont pas disparu, même si nos critiques depuis 2003 (deuxième guerre du Golfe) et 2005 (rejet de la Constitution européenne), sont plus largement partagées.

Pour que les choses soient dites clairement, la fondation d'un grand parti de toute la gauche ne signifie pas l'adhésion au PS. La campagne d'éradication dont nous avons été les victimes depuis le 21 avril 2002 nous a criminalisés pour avoir porté un projet différent sur l'Europe, la politique industrielle, la République ou l'indépendance de notre politique étrangère. Aujourd'hui, dans un climat nouveau, nous entendons non seulement nous faire respecter mais conduire des débats de fond sans lesquels il n'y aura pas de refondation républicaine de la gauche. Le MRC se place dans cette perspective de refondation exclusivement. Il n'entend donc pas acquiescer à une version de l'Histoire qui n'a pas d'autre objet que de soustraire à la critique une orientation social-libérale qu'il a toujours combattue. Pas plus qu'hier nous n'accepterons de servir de caution. Aucune formule de recomposition de la gauche n'interviendra donc sans la réunion préalable d'un Congrès extraordinaire. C'est à une refondation républicaine que nous voulons contribuer, non à un replâtrage du parti socialiste.

5. Pour notre part, nous respectons le PS en tant qu'organisation, et *nous n'entendons pas nous ingérer dans des choix de personnes* qui lui incombent. Le débat d'idées au sein de la gauche en revanche est légitime et nous y contribuerons. Pour ce qui nous concerne, nous aspirons à la confrontation loyale des idées, au sein d'un grand parti de toute la gauche, avec le seul souci du fond. C'est ce qui a beaucoup manqué à la gauche depuis un certain temps et c'est avec cette loyauté élémentaire à l'égard des idées, et par conséquent des personnes, que nous aimerions la voir renouer dans son ensemble.

Le MRC propose donc *un cadre de discussion ouvert* à l'ensemble des femmes et des hommes de gauche et de progrès pour jeter les bases d'un grand parti de toute la gauche. *Cette refondation est urgente. Sinon la gauche risque de se trouver confrontée à des divisions persistantes, au risque d'une nouvelle défaite.*

Cela suppose que nous soyons un parti à la hauteur de ses ambitions et de son projet. Une campagne de mobilisation sera mise en œuvre, invitant les républicains sincères à s'inscrire dans un large rassemblement populaire et citoyen. Le MRC se doit d'être plus vivant et plus actif à tous les niveaux de son organisation.

Pour mobiliser l'ensemble de ses forces et susciter l'adhésion des hésitants, nous lançons un appel pour que la gauche se réunisse et se mette d'accord, non sur une simple perspective d'alternance dépourvue de contenu politique, mais sur un projet républicain réellement alternatif. C'est possible. Le projet républicain du MRC est sur la table. Cette contribution de notre

prochain Congrès a pour but d'ouvrir le débat non seulement au MRC mais également au sein de la gauche tout entière, en tout cas parmi ceux qui, combattant la globalisation financière, font de sa refondation leur perspective.